

Le Choix souverainiste

Les 5 blocages à faire sauter pour redresser la France

Thibaut de La Tocnaye

Présent, n° 9346 du mercredi 17 avril 2019

La France à l'heure des blocages et du souverainisme

La France est bloquée : ce constat n'est pas une révélation. Mais les partis et décideurs traditionnels semblent peiner à trouver la recette qui dégriffera la machine. Face à ce constat assez banal, nous avons volontiers tendance et plaisir à jouer les imprécateurs de café du commerce, c'est une posture confortable, à défaut d'être réaliste. Et le « populisme » (ou ceux que désigne ce mot, dans les médias) est souvent présenté comme l'expression irresponsable d'un vague diagnostic sans solutions.

La très dense étude de Thibaut de La Tocnaye : *Le Choix souverainiste*, sous-titré « Les cinq blocages à faire sauter pour redresser la France », est à l'opposé de ces imprécations. L'auteur, ingénieur centralien, est un homme d'entreprise. C'est aussi un politique. Conseiller régional depuis 25 ans, il dirige l'Institut de formation des élus locaux, et travaille tout particulièrement sur les questions économiques et sociales du programme du Rassemblement national (Thibaut de La Tocnaye est aussi une formidable figure d'aventurier, mais ceci est une autre histoire). Sans surprise, son étude est préfacée par Marine Le Pen, qui loue « le fin connaisseur de l'entreprise », reconnaît la pertinence de son analyse sur « la fracture institutionnelle, sociale et territoriale », et approuve les solutions ébauchées. Du coup, l'essai de Thibaut de La Tocnaye n'est pas un essai de plus, mais se présente comme un guide très utile pour ceux, nombreux, qui s'apprentent à assumer des responsabilités politiques, au sein du RN, en tant qu'élus européens cette année, mais aussi municipaux l'an prochain, départementaux et régionaux l'année d'après.

L'auteur reconnaît que Macron ne l'a pas laissé indifférent en mai 2017. Alors que jamais la société n'a été aussi bloquée, l'élection d'un « président moderne aux méthodes et aux idées nouvelles, ou au moins dépoussiérées » a pu faire naître des espoirs, jusque dans les contre-allées du RN. Mais cette période est définitivement close sur un nouveau constat d'échec, un nouveau blocage.

Désindustrialisation et hiver démographique

Le Choix souverainiste relève cinq blocages : le premier découle d'une perte générale de souveraineté qui interdit désormais les stratégies économiques ou industrielles propres ; puis nous avons cette concentration du capital, d'une part, et l'absence d'une vraie représentation professionnelle, de l'autre. Enfin la France se fige toujours plus du fait de sa désindustrialisation et de la désertification du territoire, accompagnant un « hiver démographique », dangereusement compensé par une immigration de masse. Thibaut de La Tocnaye ne se contente pas de cette désespérante photographie, il ordonne, autour de l'idée de souveraineté, les recettes du redressement. Nous sommes dans le réaliste, le

concret, et c'est là que ce manuel trouve toute sa pertinence, toute son utilité. Pour chaque blocage, l'auteur expose pourquoi nous en sommes là, et comment relancer le moteur économique et social.

Les réflexions les plus novatrices concernent la question de la représentativité professionnelle, assez peu abordée habituellement, et aussi les pistes pour enrayer la désindustrialisation et ressusciter une ruralité bel et bien disparue. Ce sont des enjeux majeurs, sur lesquels l'impasse est faite depuis un demi-siècle et plus, mais que les Gilets jaunes viennent de porter dans le champ médiatique.

Je serais Marine Le Pen ou Dupont-Aignan, j'obligerais chaque militant à lire, stylo à la main, ce *Choix militant*, comme au bon vieux temps de la Cité catholique ou de l'Office de Jean Ousset, quand, dans nos cellules, on nous faisait étudier de près le livre *Le Travail*, de Michel Creuzet, ou les études de Louis Salleron.

Les 4 Vérités hebdo, n° 1206, vendredi 16 août 2019

Pour un patriotisme économique

Thibaut de La Tocnaye est à la fois cadre du Rassemblement national (il est notamment conseiller régional en Provence Alpes Côte d'Azur) et chef d'entreprise à succès.

Il propose dans ce court ouvrage une passionnante réflexion sur le patriotisme économique et sur les blocages de notre société.

Il est fréquent de critiquer le RN sur sa vision économique et sociale – et il est certain que c'est l'un des points du programme de Marine Le Pen qui pêchait le plus en 2017.

Ce livre apporte, de ce point de vue, une bouffée d'air frais. D'autant plus significative que la préface de Marine Le Pen est elle-même de bonne facture et consacre une rupture avec la ligne Philippot de 2017.

Le premier point qu'il faut mentionner, c'est que l'Union européenne et l'euro ne sont pas, dans ce livre, le seul, ni même le principal handicap de l'économie française.

L'auteur discerne trois grands blocages : la déconnexion croissante de la finance et de l'économie réelle (les banques finançant prioritairement les dettes publiques et les grandes entreprises où l'on sait que ni l'emploi, ni l'innovation ne se trouvent principalement); la confiscation de nos libertés économiques par l'Union européenne ; l'absence de représentativité professionnelle réelle.

Et, à côté de ces trois blocages majeurs (soigneusement décrits et pour lesquels des propositions concrètes sont apportées), Thibaut de La Tocnaye discerne également deux lames de fond à enrayer : les spirales de la désindustrialisation et de la disparition de la ruralité, ainsi que le poids de l'immigration de masse et la faible natalité française.

La plupart de ces sujets sont relativement bien connus des lecteurs des « 4 Vérités », mais les informations et les solutions apportées par l'auteur méritent d'être lues en détail.

Je voudrais ici noter deux points majeurs, grâce auxquels ce livre pourrait offrir une excellente réponse « populiste de droite » au grand mouvement social des gilets jaunes.

Le premier concerne la représentativité professionnelle. L'auteur fait remarquer que la faible représentativité syndicale est à la fois une exception française et l'une des causes majeures de l'absence de réforme économique et sociale.

S'entretiennent une logique de lutte des classes suicidaire et sont donc incapables de travailler au bien des travailleurs comme de l'entreprise.

Deuxième point : l'auteur évoque la politique familiale, qui devient progressivement un énième volet de l'État-providence et de la redistribution, véritable pompe aspirante pour l'immigration.

À long terme, la démographie est le seul sujet qui compte pour une politique nationale et la démagogie court-termiste de nos dirigeants est, de ce point de vue, une catastrophe.

Or, les gilets jaunes ne sont pas seulement la marque du déclassement des classes moyennes françaises. Mais aussi celle d'un éclatement de la cellule familiale, dont les effets sociaux sont ravageurs.

Il est urgent de tester une autre politique et celle que propose Thibaut de La Tocnaye serait excellente pour restaurer le corps social miné par l'individualisme et par le collectivisme !

[Guillaume de Thieulloy](#)

Lincorrect.org, septembre 2019

Occident en avant

Son nom est encore murmuré dans les pays où des peuples rebelles ont combattu l'envahisseur islamiste ou communiste. Du Liban au Laos, en passant par le Nicaragua ou la Croatie, Thibaut a rendu à l'engagement français auprès des opprimés ses lettres de noblesse.

Thibaut de La Tocnaye est un fier breton et patriote français jusqu'à la moelle. Il a le regard espiègle, souligné par d'épais sourcils noirs. Son odyssee commence au début des années 80 au Liban, où il est bombardé professeur de mathématiques au titre du Service national au titre de la coopération. Israël venait d'envahir le sud du pays, pour lutter contre les incursions de l'Organisation de libération de la Palestine qui y était implantée. Au milieu du chaos, il rencontre Béchir Gémayel, fondateur de la milice chrétienne des Forces libanaises et président de la République assassiné quelques mois plus tard. À Beyrouth, il enseignait le matin au Lycée franco-libanais avant d'aller rejoindre ses camarades combattants dans le fief chrétien d'Achrafieh.

Avec une humilité touchante et en clignant des yeux, Thibaut de La Tocnaye nous confie : « *Je ne suis pas téméraire. Je n'avais pas prévu de me battre. C'est venu naturellement* ». Même si leur engagement militaire n'a pas eu un grand impact stratégique, le symbole de volontaires français combattant pour le Liban a contribué à remobiliser la jeunesse chrétienne locale tentée par l'exil. Une énergie ontologique, une amitié ancienne, fille d'un passé commun et d'un combat partagé contre les hégémonies musulmanes autour de la terre sainte. Son goût pour les aventures dangereuses et sa foi catholique ardente, poussent Thibaut à s'engager ensuite en Croatie, au Laos et ailleurs : son besoin de se battre pour une cause juste était trop frustré en métropole « *car la France post-mai 68 est décevante et nos causes difficiles à défendre* ».

Au combat militaire succède une série d'engagements plus civils, notamment dans Chrétienté-Solidarité fondé par Bernard Antony, et dont il fut le vice-président en charge des relations avec les chrétiens dans le monde. Il retourne souvent au Liban avec des aides humanitaires pour les Forces libanaises et des congrégations catholiques. Les souvenirs s'accumulant, la relation de Thibaut avec le pays du cèdre a pris une dimension romantique, si bien qu'il y achète une demeure puis y organise ses fiançailles en 2018.

L'itinéraire du jeune Thibaut est vertigineux, kaléidoscopique. Quand il ne joue pas du fusil d'assaut, il caresse un clavier. Pianiste de talent et féru de musique dix-neuvième même s'il se qualifie de « *pauvre amateur* », il apprécie plus que tout jouer du César Franck qui contribua « *au renouveau de la musique française* ». Plus globalement c'est l'école romantique et post-romantique qui produit la bande originale de ses rêves : Brahms, mais aussi Fauré, Saint-Saëns et Vincent d'Indy. Il conjugue sa passion musicale à la philosophie dont il s'entiche très tôt. Thibaut crée un cercle où il développe et partage son intérêt pour la métaphysique. Une passion du cerveau droit que son cerveau gauche aura bien du mal à mettre en œuvre : « *Je suis un piètre philosophe. Je ne suis pas un grand littéraire et je ne me suis pas donné la chance de l'être. J'aime le pragmatisme et ça m'horripile qu'il faille lire pendant trente ans pour arriver à une vérité* ». Pour ce disciple de la philosophie aristotélicienne et grand admirateur de Gustave Thibon, le concret doit primer sur tous les ergotages savants. Il décroche une licence en science économique et poursuit ses études à Centrale Lyon puis HEC, avant de travailler dans le nucléaire.

C'est dans cet esprit de pragmatisme que Thibaut de La Tocnaye devient conseiller municipal puis régional dans le Sud au sein du Front national. Dans son dernier livre paru en mars 2019, il dissèque rationnellement les causes du malaise français et du statu quo qui engourdit l'Hexagone. Il faut faire sauter cinq verrous pour ce dirigeant et fondateur de plusieurs entreprises industrielles et high-tech. Ces verrous se répartissent en deux catégories : blocages structurels et blocages qualifiés de lames de fond ou mouvements tectoniques. La désindustrialisation, la désertification rurale, le capitalisme pervers, le manque de représentativité professionnelle et les frontières-passoires...

Pour Thibaut de La Tocnaye, une panacée pour endiguer ces dérives insidieuses : le choix souverainiste.

Maya Khadra

Reconquête, n° 361, octobre 2019

Interview

Reconquête - Thibaut de La Tocnaye, vous venez de publier votre quatrième livre « Le Choix Souverainiste », sous-titré *Les cinq blocages à faire sauter pour redresser la France...* est-ce un ouvrage politique ou plutôt économique ?

Thibaut de La Tocnaye - Je parle, entre autres, d'économie et plus précisément de *micro-économie*, c'est-à-dire que j'aborde les grands problèmes concrètement par le biais des acteurs économiques eux-mêmes... les entreprises, les banques, l'Etat, les ménages, l'Union européenne, les syndicats,... mais c'est avant tout un ouvrage politique car j'essaie d'apporter in fine une vision globale de réorganisation et de déblocage de

l'ensemble de la société française. En effet, on constate qu'à tous les niveaux de nos institutions, des corps intermédiaires et des moindres rouages du système économique et social, un certain nombre de verrous de « sûreté » empêche toute transformation radicale. L'objet du livre est donc de montrer comment il convient avant tout de faire sauter ces cinq principaux blocages...

R. - Vous distinguez tout d'abord trois verrous structurels ou quasi-institutionnels...

Th de LT. - Le premier grand blocage se situe au niveau de la *finance*. On observe d'une part ce qu'on pourrait appeler la « divergence » du capitalisme contemporain, à savoir son éloignement exponentiel de l'entreprise au profit de tout le reste (financement de la Dette de l'Etat, placements immobiliers et spéculatifs, etc.). S'ajoute à cette première dérive structurelle un système bancaire défaillant. Enfin, une deuxième dérive, la « concentration » du capital vient bloquer plus encore la nécessaire circulation de celui-ci et l'irrigation vitale de tous les processus de création de richesses.

En deuxième lieu, il y a bien sûr la *confiscation de la liberté essentielle de la nation*, à savoir notre fameuse *souveraineté*, « confisquée » par l'Europe de Bruxelles. Souveraineté fondamentale bafouée se déclinant en autant de souverainetés détruites : de celle de notre monnaie à celle de notre politique d'innovation en passant par celle de nos frontières et celle de notre indépendance énergétique ou environnementale. La volonté nationale de changement se heurte inmanquablement dans plus de 60 % des cas à une impossibilité d'agir selon nos propres critères d'action. Pour plus de clarté, je traite, dans un chapitre à part, des souverainetés relevant du cadre régalien (frontières, fiscalité-budget et monnaie) et dans un autre chapitre des souverainetés « sectorielles » (industrie, agro-alimentaire, énergie, environnement, aménagement du territoire ou transports).

Beaucoup moins identifié par la classe politique au pouvoir et les élites régnautes, l'*absence structurelle de réelle représentativité professionnelle* est un troisième blocage, moins voyant a priori. Cependant, ce vide est un facteur-clé de blocage institutionnel non seulement de toute réforme de fond mais surtout de toute politique de relance économique en matière de ré-industrialisation, de stratégie d'innovation, de protectionnisme ciblé,...

R. - A côté de ce triple verrouillage de notre machine socio-économique, vous parlez de deux autres processus qui, agissant telles des *lames de fond*, enrayent et cadennassent encore plus la société française...

Th de LT. - Oui, ce sont deux mouvements « tectoniques » ! Et nous les subissons de plein fouet ces deux phénomènes géopolitiques lourds. Il y a d'abord la *spirale de la désindustrialisation* alliée à la *disparition de la ruralité* qui, paraissant inéluctables, donnent ce sentiment que notre Nation, irréformable, poursuit inexorablement sa désertification industrielle et agricole. Ce double dysfonctionnement agit comme un handicap majeur au bon fonctionnement d'une économie développée et est à l'origine d'un déséquilibre permanent de nos territoires.

Et il y a ensuite, bien évidemment, le *poids de l'immigration non contrôlée* couplé à la *vacuité démographique française* qui plombent quantitativement et qualitativement les principales ressources actuelles et futures de notre économie.

R. – Votre ouvrage, au-delà des constats qu'il apporte et des solutions qu'il détaille de façon très précise et très complète, veut aussi proposer au lecteur une vision synthétique. Ainsi un *fil directeur* apparaît tout au long du livre et vous considérez ainsi que la

conséquence du blocage de la société française, c'est le *divorce* dangereux entre l'économique et le social...

Th de LT. - Exactement. Les Français ont le sentiment que les solutions proposées par le personnel politique oscillent invariablement entre un étatismes socialisant et archaïque et un ultra-libéralisme aventurier et destructeur. Sur le plan économique, en réalité, deux forces officielles et presque institutionnelles du paysage politique traditionnel continuent de s'affronter inlassablement. Celle qui s'appuie sur une vision *individualiste* de la société par excellence, c'est bien sûr le Macronisme (auquel adhère une bonne partie de la Droite mais aussi de la Gauche) et celle qui est sous-tendue par une vision *collectiviste* de la société, c'est la force incarnée par les derniers Syndicats marxistes tels que la CGT, SUD ou FSU, la France Insoumise de Mélenchon et une part non négligeable de la Gauche.

Et si ce clivage *individualisme-collectivisme* était en réalité inclus dans l'ancien clivage droite-gauche, il est aujourd'hui véritablement exacerbé par la montée en puissance conjointe du mondialisme et du capitalisme financier triomphant. Or ces deux pseudo-philosophies sont inaptes à faire sauter les verrous qui bloquent la marche vers le redressement de la France. Pourquoi ?... Parce qu'elles participent toutes les deux du même « divorce » de l'économique et du social qui frappe la société française depuis l'après-guerre. Tout s'est organisé, avec la bénédiction béate des dirigeants de droite et de gauche, comme si le *social* était abandonné à la Gauche et l'*économique* à la Droite...

Or justement, le social et l'économique doivent être intimement liés pour assurer la transmission mais aussi la pérennité, voire l'amplification de la création de richesse et de valeur tout au long de son processus de « création ». C'est le secret d'une société véritablement développée et juste. Bref, exactement le contraire de ce qui se passe depuis la fin des années 70. Parallèlement à l'appauvrissement économique global de la France (déindustrialisation, désertification rurale, accroissement de la pauvreté,...), jamais les écarts de richesses des citoyens n'ont été aussi importants depuis 1945. Et jamais le traitement de l'économique n'a été aussi dissocié de celui du social.

De façon synthétique, on pourrait dire que l'économique est abandonné à lui-même sans aucune stratégie, sans aucune régulation et même sans aucune organisation interne minimale. Quant au social, conçu comme un boulet ou comme un « électron libre » et au mieux comme une utopie déconnectée du réel, il est traité indépendamment et souvent a posteriori de l'économique, essentiellement par l'Etat et les collectivités locales.

R. – Et une thèse essentielle de votre livre *Le Choix Souverainiste*, c'est justement de « réconcilier l'économique et le social »...

Th de LT. - Cette étanchéité de plus en plus totale entre le fonctionnement du social et celui de l'économique est la cause majeure de l'empêchement de toute réforme en profondeur.

Prenons l'exemple de l'emploi. Comment définir la juste rémunération d'une mission donnée. On voit bien que si le Marché tout seul (ultra-libéralisme) ou l'Etat tout seul (étatismes-collectivisme) détermine le salaire minimum (ou ne le détermine pas d'ailleurs) sans aucune interaction avec la « profession » concernée (quelle que soit la façon dont cette dernière est représentée) et sans aucune prise en compte du coût de la vie, on aboutira à un salaire probablement incohérent avec les besoins réels tant de l'entreprise

que du travailleur. Et le traitement social du chômage ne sera jamais une solution face à l'absence d'un traitement économique pertinent de l'emploi !

Une réforme, pour être efficiente, doit s'exercer au sein d'entités organiques pérennes et cohérentes qui permettent justement toutes les interactions nécessaires entre l'économique (création de richesse et de valeur) et le social (diffusion de la richesse). Sinon, on gaspille son énergie et on perd son temps par absence de connaissance et de maîtrise de la moitié des données du problème. L'absence de « lieux » de négociation réelle – dignes de ce nom – est bien la cause fondamentale d'une France irréformable !

Et la volonté, louable au départ, de M. Macron de s'affranchir du clivage droite-gauche aboutit malheureusement aujourd'hui à un nouvel affrontement, artificiel, inutile et encore plus improductif. Celui-ci oppose deux courants de pensée politique très réducteurs à savoir : le sien (!) qui se traduit par l'atomisation exponentielle de toutes les cellules productives de la société... individu... entreprise... métier (c'est « l'individu-roi ») et le courant le plus ringard qui soit, celui qui prône le « suprématisme » absolu du corps social (c'est « la collectivité-reine »), aliénant libertés et responsabilités individuelles. Libertés et responsabilités qui ne peuvent s'épanouir que dans les corps naturels et les corps intermédiaires de la société, distincts de la puissance publique.

R.– Et c'est ici que le souverainisme prend tout son sens !...

Th de LT. – En effet, c'est véritablement à ce stade de notre diagnostic et de notre analyse que le concept de souverainisme – et toutes ses déclinaisons à la fois fonctionnelles, territoriales et locales – prend tout son sens et sa justification.

Seul le souverainisme peut réunir en un même espace toutes les forces productives et créatrices, parfois contradictoires ou divergentes (antagonisme exacerbé par les vieux clivages), de la société et leur garantir en son sein la liberté des échanges, la faculté de négociation et le réel pouvoir de décision.

Le souverainisme est d'abord national, bien sûr, mais ses déclinaisons sont territoriales (collectivités régionales, départementales, communales...) et fonctionnelles (domaines fiscal, monétaire, industriel, énergétique, alimentaire, télécom, numérique...).

Or celui-ci, sous toutes ses formes, s'est trouvé peu à peu aliéné par un certain nombre de forces centrifuges qui l'empêchent de s'exercer pleinement. Nos souverainetés ont été progressivement désarticulées, isolant d'abord, l'un de l'autre, l'économique et le social puis éclatant elles-mêmes les fonctions *économique* et *sociale* en mille morceaux.

Toute l'ambition de cet ouvrage sera de montrer que *la réconciliation de l'économique et du social*, objectif ultime du renouveau de notre Nation, ne pourra s'effectuer que par le déblocage de verrous aliénants tout redressement, le recouvrement de compétences nationales fondamentales (souverainetés diverses de la France), le grand retour à des équilibres structurants (ré-industrialisation, renouveau de la ruralité, relance démographique) et par la promotion des corps naturels et intermédiaires de la société (familles sanctuarisées, communes sauvegardées, métiers actualisés et renforcés, syndicats modernisés et revisités, branches professionnelles réformées...).

France d'abord

Voilà le programme politique national le mieux élaboré. Thibaut de La Tournaye y a synthétisé toutes les analyses et toutes les exigences de la situation française, chiffres à l'appui. C'est clair, simple. Évidemment le présupposé de tous les raisonnements et de toutes les conclusions, c'est la France. La politique, l'économie, la finance, le budget, la justice, le droit, la législation, la question migratoire, et surtout les grands desseins nationaux, la politique industrielle et agricole, l'organisation du territoire, la nationalité, les rapports internationaux, tout est examiné en fonction de l'intérêt français, ce qui ouvre la voie à une Europe réaliste. C'est un travail puissant et bien pensé. Une ligne directrice pour un gouvernement national. Il est désolant de penser que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui sont à l'exact opposé de cette conception nationale. Marine Le Pen écrit la préface : c'est normal.

Hilaire De Crémiers

L'Opinion, 20 novembre 2019

Rien ne sert de courir...

« Shadow cabinet » : comment Marine Le Pen se prépare déjà à la présidentielle 2022

20 novembre 2019 à 06h00

La présidente du RN réunit ses experts chaque mercredi et s'affiche entourée d'une équipe de potentiels ministrables.

Début novembre, Marine Le Pen affirmait au micro d'Europe 1 disposer de « toute une série de gens autour qui ont très largement les capacités d'être ministre ». « Il n'y a aucune difficulté là-dessus, insistait-elle. Ma difficulté, ce sera de choisir parce que j'aurai un grand choix. » La présidente du Rassemblement national a également annoncé jeudi dernier une série de « livres blancs d'ici l'élection présidentielle », dont les premiers porteront sur la lutte contre les fraudes, la sécurité et la transition énergétique.

... Conseil dînatoire. Chaque mercredi, Marine Le Pen réunit le Cercle des Horaces, ce groupe d'experts de l'ombre qui l'abreuve en notes techniques. Une sorte de « conseil des ministres », mais en soirée et avec apéro dînatoire. Créé en 2016, ce cénacle se réanime après un long passage à vide post-2017. Il agrégerait aujourd'hui une trentaine de membres. La dernière réunion a eu lieu chez l'un d'eux, dans le XVII^e arrondissement. Côté secteur public, trois ministères représentés : Economie, Justice et Intérieur. Côté privé, l'énergie, le luxe et l'armement. Parmi ceux qui ont fait leur « coming-out » politique : Jean Messiha, techno devenu ferrailleur médiatique, et plusieurs députés européens RN dont André Rougé, patron des Horaces, ou Hervé Juvin, essayiste promoteur de l'écologie identitaire. « En prenant de l'avance, on évitera le désordre dans la dernière ligne droite 2022 », positive une cheville ouvrière. « Il faudra tenir la cadence pour faire avancer le Schmilblick », souffle un autre conseiller.

... Il n'est pas certain non plus que l'expertise suffise. En 2012, le FN avait fait chiffrer son programme par un fonctionnaire de Bercy surnommé Hubert. « Il avait fait tourner les ordinateurs des Finances avec 2 000 cellules de calcul ! », sourit un proche des

Horaces, déçu que cela soit passé inaperçu. Pour 2017, des collectifs avaient produit des livres thématiques. « Marine Le Pen avait fait des conférences dans un hôtel du VIII^e, c'était fastidieux », se souvient un ancien frontiste.

Pépinières. Le sérieux certes, mais incarné. Le RN veut promouvoir des « poulains » vus comme de « futurs Bardella », comme le disent plusieurs cadres. « Les élections locales sont des pépinières de gens dont on attend qu'ils fassent leurs preuves », explique un stratège des municipales.

... Les historiques mettent la main à la pâte. Thibaut de La Tocnaye, ingénieur et élu régional RN de la région Sud, conseille parfois Marine Le Pen sur l'économie. « La démétropolisation va avec la réindustrialisation, expose-t-il. Il faut soutenir les PMI et les ETI en zones semi-rurales, là où il y a de la sous-traitance utile à l'industrie. Comme au Japon : une usine derrière un bosquet. » A sa rentrée de Fréjus, Marine Le Pen a pour la première fois centré son discours sur cette « démétropolisation ». Sans réel écho pour l'instant. Mais rien ne sert de courir, elle veut partir à point – comme elle l'écrit en préface de l'essai de La Tocnaye, *Le Choix souverainiste* – « sur les voies parfois difficiles du redressement national ».

Ivanne Trippenbach

L'EST Républicain, édition Bar le Duc, novembre 2019

Chauvencourt | Politique Un cadre du Rassemblement National est venu en Meuse.

Proche de Marine Le Pen, Thibaut de La Tocnaye était, ce vendredi soir, auprès d'une cinquantaine d'adhérents meusiens du RN55. En interview, il a été question d'industrie, de reconquête des espaces ruraux et de la future campagne des municipales.

Pour agrémenter une soirée d'échanges autour du beaujolais ce vendredi à Chauvencourt, le Rassemblement National de la Meuse a fait venir le conseiller régional de PACA, Thibaut de La Tocnaye. Il a remplacé au pied levé Julien Odoul, qui avait déclenché la polémique sur le voile.

Pourquoi venir en Meuse ?

On est en pleine campagne des municipales et il se trouve que j'ai sorti un ouvrage, « *Le choix souverainiste* », qui est une œuvre à la fois de politique et d'économie abordant des sujets qui intéressent les municipales. J'explique qu'il y a une désertification rurale, une désindustrialisation extrêmement néfaste et deux tiers des Français subissent. On défend la ré-industrialisation.

De quelle manière ?

C'est tout ce qu'on appelle le tissu de sous-traitance qui est incarné par de petites ou moyennes entreprises. C'est celles-là qui souffrent, c'est celles-là qu'il faut soutenir. Je démontre qu'elles sont à 80 % en zone rurale ou semi-rurale.

Julien Odoul avait déclenché la polémique sur le voile. Quelle est votre position ?

L'État est laïc, tout ce qui est administratif officiel, on doit respecter la neutralité. Après, le voile est évidemment, à mon avis, j'ose le dire, utilisé souvent comme une provocation par l'islamisme. La meilleure réponse est qu'il y a plein de pays musulmans qui n'ont longtemps pas eu le voile. En Tunisie, il était même interdit. Ceci dit, le danger de l'islamisme, pas de l'islam, ne se réduit pas au voile. Mais Julien a eu tout à fait raison de

faire ce qu'il a fait. Il y a un certain nombre de valeurs inadmissibles avec notre loi française.

Les municipales approchent, quels seront les thèmes avancés par le parti ?

La reconquête des espaces semi-ruraux, le renouveau agricole et, forcément, des thèmes nationaux. Il faut sauver le service public et, pour cela, il faut remettre de la création de richesse. Si les gens étaient sur les ronds-points, c'est parce qu'ils n'avaient plus de boulot !

Par Propos recueillis par Nicolas Ferrier - 23 nov. 2019

Le Figaro Magazine du 13 décembre 2019

Comment le Rassemblement national prépare (déjà) 2022

ENQUÊTE - Depuis quelques mois, Marine Le Pen organise discrètement sa candidature à la prochaine présidentielle. Tout est passé en revue: organisation, préparation, entourage, idées, programme, réseaux. Enquête sur son dispositif de reconquête et celui de son parti.

Publié le 13 décembre 2019 à 05:00

Presque chaque mardi, Marine Le Pen s'échappe vers 18 heures pour une réunion secrète: chez un de ses amis parisiens, elle retrouve une vingtaine d'éminences grises pour deux heures d'échanges. Ensemble, ils commentent l'actualité, comme les grèves de ces derniers jours contre la réforme des retraites et délivrent leurs analyses sur des dossiers de fond. *«En général, c'est Marine Le Pen qui commence par un quart d'heure de tour d'horizon, puis chacun s'exprime sur son domaine de compétence, que ce soit la sécurité, le budget, la diplomatie ou la défense»*, confie un des participants à ces réunions.

La présidente du Rassemblement national se prépare déjà secrètement pour sa future campagne. *«J'ai envie d'être candidate en 2022»*, a-t-elle déclaré sur RTL, le 20 octobre.

Marine Le Pen revient de loin. La candidate battue a broyé du noir quelques mois, tout en lançant une «refondation» de son parti, validée lors d'un congrès en mars 2018.

Des instances renouvelées :

Sa garde rapprochée fait désormais bloc autour d'elle, principalement les fidèles Bruno Bilde et Steeve Briois, les jeunes maires Julien Sanchez (Beaucaire) et David Rachline (Fréjus), des piliers du parti, comme l'expert des élections Jean-François Jalkh, le trésorier Wallerand de Saint-Just et Jean-Lin Lacapelle, chargé des «ressources» après avoir chapeauté les fédérations...

Changement de pied sur l'euro :

Pour préparer Jordan Bardella lors des européennes, Marine Le Pen lui a conseillé de fréquenter son groupe des Horaces. *«J'y suis allé régulièrement. Cela m'a beaucoup aidé sur le plan technique»*, admet le jeune élu. Ce cercle d'experts est désormais incontournable. Durant la campagne de 2017, ils avaient plaidé - comme le groupe de conseillers économiques piloté par Bernard Monot, avec Jean-Richard Sulzer et Thibaut de La Tocnaye - pour corriger le programme du FN, afin de dissiper les inquiétudes d'une majorité de Français sur l'abandon de l'euro et une possible sortie de l'Union européenne.

«Malheureusement, Marine Le Pen n'écoutait que Florian Philippot, partisan de la sortie de l'euro et tenant du Frexit», déplore un dirigeant du RN. Depuis le départ de Philippot, par pragmatisme électoral, Marine Le Pen estime qu'une sortie de l'euro n'est plus prioritaire et que les partis populistes réformeront l'Union européenne de l'intérieur. «Nous pouvons retrouver une partie de la souveraineté monétaire sans quitter l'euro», affirme Thibaut de La Tocnaye, qui a publié en début d'année *Le Choix souverainiste* (Atelier Fol'Fer), essai économique à vocation pré-programmatique.

Vincent Nouzille

Le Journal du Dimanche, 15 décembre 2019

Pour sauver le système de retraites, le Rassemblement national veut booster la fécondité des Françaises

Opposé à la réforme d'Emmanuel Macron, le Rassemblement national de Marine Le Pen défend une politique nataliste pour sauvegarder le système de retraites. En distinguant bien les Françaises des personnes issues de l'immigration.

Et si la sauvegarde du système des retraites passait par une plus forte fécondité des Françaises? C'est en tout cas l'une des grandes propositions du Rassemblement national, opposé à la réforme engagée par Emmanuel Macron. Avec la diminution du chômage, la natalité est le deuxième levier pour maintenir la pérennité du système des retraites, avance Sébastien Chenu, le porte-parole du parti. A terme, pour avoir plus de gens qui travaillent, et payer les pensions des futurs retraités, il faut plus de gens qui naissent." Combien? "Si on atteint 2,3 ou 2,5 enfants par femme, c'est déjà très bien!" chiffre Thibaut de La Tocnaye, membre du bureau national et auteur de l'essai programmatique *Le Choix souverainiste*.

Et pour encourager les naissances, le RN (ex-FN) envisage toute une série de mesures incitatives, allant de prêts aux familles nombreuses pour l'achat d'un véhicule au versement d'un "salaire parental". "Dans beaucoup de ménages, c'est la femme qui veut rester s'occuper des enfants, poursuit de La Tocnaye. Pour sa carrière, il est fondamental que les années où elle se consacre à ses enfants soient intégrées dans son cursus"...

• Robin D'Angelo

Lectures Françaises, n° 755, mars 2020

Entretien avec Thibaut de La Tocnaye

Thibaut de La Tocnaye est né en 1958 à Alger. Il est fils d'Alain de La Tocnaye, grande figure de l'Algérie Française. Dès son plus jeune âge, il a milité dans les rangs de l'opposition nationale puis a rejoint, au début des années 1980 les comités Chrétienté-Solidarité (dont il est aujourd'hui vice-président). Auparavant, il fut combattant volontaire français au Liban, dans les rangs de la résistance chrétienne, de 1982 à 1984.

En 1988, il s'engage au Front National. Conseiller municipal d'Avignon (pendant 12 ans), puis de Cavailon et conseiller régional de Provence depuis 1992 sans

interruption, il poursuit son engagement au sein du Rassemblement national. En 2003, il prononça, lors de nos Journées Chouannes, une conférence sur le thème « Des résistances anti-communistes aux résistances anti-islamiques ».

On lui doit aussi quelques précédents ouvrages : *La Décomposition de la V^e République* (Éditions Nationales, 1995), *Les Peuples rebelles* (Éditions Godefroy de Bouillon, 2003), *Délocalisations : ce n'est pas une fatalité!* (Éd. Godefroy de Bouillon, 2005) et le dernier paru (qui fait l'objet de cet entretien) : *Le Choix souverainiste : les cinq blocages à faire sauter pour redresser la France* (Atelier Fol'Fer, 2019).

Lectures Françaises : *Thibaut de La Tocnaye, vous venez de publier votre quatrième livre « Le Choix Souverainiste », sous-titré Les cinq blocages à faire sauter pour redresser la France. Dans cet ouvrage avant tout politique, vous dénoncez le verrouillage multiforme de notre société...*

Thibaut de La Tocnaye : En effet, on constate qu'à tous les niveaux de nos institutions, des corps intermédiaires et des moindres rouages de notre système économique et social, un certain nombre de verrous de « sûreté » empêche toute transformation radicale. Mon but est donc de montrer comment il convient de faire sauter ces cinq principaux blocages...

L. F. : *Vous distinguez tout d'abord trois verrous structurels ou quasi-institutionnels...*

Th. de L. T. : Le premier grand blocage se situe au niveau de la *finance*. On observe d'une part ce qu'on pourrait appeler la « divergence » du capitalisme contemporain, à savoir son éloignement exponentiel de l'entreprise au profit de tout le reste (financement de la Dette de l'État, placements immobiliers et spéculatifs, etc.). S'ajoute à cette première dérive structurelle un système bancaire défaillant. Enfin, une deuxième dérive, la « concentration » du capital vient bloquer plus encore la nécessaire circulation de celui-ci et l'irrigation vitale de tous les processus de création de richesses.

En deuxième lieu, il y a bien sûr la *confiscation de la liberté essentielle de la nation*, à savoir notre fameuse *souveraineté*, « confisquée » par l'Europe de Bruxelles. Souveraineté fondamentale bafouée se déclinant en autant de souverainetés détruites : de celle de notre monnaie à celle de notre politique d'innovation en passant par celle de nos frontières et celle de notre indépendance énergétique, industrielle, agricole ou environnementale.

Beaucoup moins identifiée par la classe politique au pouvoir et les élites régnautes, l'*absence structurelle de réelle représentativité professionnelle* est un troisième blocage, moins voyant a priori. Cependant, ce vide est un facteur-clé de blocage institutionnel non seulement vis-à-vis de toute réforme de fond mais surtout de toute politique de relance économique en matière de réindustrialisation, de stratégie d'innovation ou de protectionnisme ciblé par exemple.

L. F. : *À côté de ce triple verrouillage de notre machine socio-économique, vous parlez de deux autres processus qui, agissant telles des lames de fond, enrayment et cadennassent encore plus la société française...*

Th. de L. T. : Oui, ce sont deux mouvements « tectoniques » ! Et nous subissons de plein fouet ces deux phénomènes géopolitiques lourds. Il y a d'abord la *spirale de la désindustrialisation* alliée à la *disparition de la ruralité* qui, paraissant inéluctables, donnent ce sentiment que notre Nation, irréformable, poursuit inexorablement sa désertification industrielle et agricole. Ce double dysfonctionnement agit comme un handicap majeur au bon fonctionnement d'une économie développée et est à l'origine d'un déséquilibre permanent de nos territoires.

Et il y a ensuite, bien évidemment, le *poids de l'immigration non contrôlée* couplé à *la vacuité démographique française* qui plombent quantitativement et qualitativement les principales ressources actuelles et futures de notre économie.

L. F. : Votre ouvrage, au-delà des constats qu'il apporte et des solutions qu'il détaille de façon très précise et très complète, veut aussi proposer au lecteur une vision politique synthétique. Ainsi un fil directeur apparaît tout au long du livre et vous considérez que la conséquence du blocage de la société française, c'est le divorce dangereux entre l'économique et le social (...)

<https://www.bvoltaire.fr/re-industrialisation-apres-lepidemie-pourquoi-et-comment/>

Chronique de Thibaut de La Tochnaye, avril 2020

Réindustrialisation, après l'épidémie : pourquoi et comment

Il semble que le recouvrement de notre indépendance, et donc de notre souveraineté, minimale sur le plan sanitaire et médical soit un objectif désormais admis par la majorité. Tant mieux. Cela impliquera le rapatriement d'une partie de la production des médicaments et des équipements médicaux, en particulier les plus critiques (principes actifs, antibiotiques, intermédiaires de synthèse...) dans les domaines-clés (virologie, cancérologie, système nerveux...).

Mais la crise actuelle nous montre qu'il ne faudra pas s'arrêter là. Il est, en effet, intéressant d'étudier quels secteurs économiques ont été contraints, malgré le confinement, de poursuivre leur activité à 80 ou 100 % : l'ensemble de la chaîne agro-alimentaire mais aussi l'énergie, le traitement des déchets et de l'eau, les télécommunications, les systèmes informatiques, l'ensemble des réseaux de transport, même si ceux-ci tournent au ralenti, et, bien sûr, le système bancaire et deux tiers des services publics. Il est donc clair que, dans l'optique d'un fonctionnement autonome de notre économie en cas de nouvelles crises, ces secteurs devront être « sauvegardés » et faire l'objet de protection spécifique (contrôle des maillons critiques de la chaîne d'approvisionnement, relocalisation de la fabrication partielle ou totale...).

Mais bien d'autres secteurs ne peuvent, en réalité, être paralysés sous peine de blocage à très moyen terme (6 à 12 semaines maximum) du reste de l'économie et de la vie quotidienne des Français. Exemple : l'électronique, avec l'appel solennel d'une dizaine de représentants des industriels des semi-conducteurs à assurer la continuité totale d'exploitation du secteur. Il est, effectivement, utile de rappeler que ces composants sont « essentiels à toutes les infrastructures et équipements vitaux » décrits plus haut. Les microprocesseurs sont, en quelque sorte, les « cerveaux » de tous les équipements électromécaniques. Un raisonnement identique pourrait s'appliquer aux matériaux composites, à la plasturgie, à la métallurgie, à la chimie et même au carton, absolument indispensables à maintes filières industrielles !

En définitive, il est facile de démontrer que, pour avoir une économie un minimum intégrée en cas de crise, c'est l'essentiel du tissu industriel qui doit être maîtrisé. Effet d'entraînement incomparable sur les autres secteurs en aval, indépendance vis-à-vis de l'extérieur, résilience aux crises de tout ordre et, bien sûr, source d'exportations (qui plus

est à forte marge) : ainsi peut-on résumer les bienfaits inhérents de l'industrie sur l'économie.

Toute économie développée ne peut faire l'impasse sur son industrie. L'exemple de l'Allemagne, qui a conservé 24 % de PIB industriel (nous sommes passés de 23 % à 11 % en 40 ans), est emblématique. Mais les bienfaits de l'industrie ne s'arrêtent pas là. En effet, je démontre dans mon ouvrage *Le Choix souverainiste* que la réindustrialisation de la France s'accompagnera nécessairement de la reconquête des espaces semi-ruraux ou semi-urbains (les 3 000 communes de densité moyenne 400 habitants au km²) et ruraux (les 31 000 communes de moins de 60 habitants au km²). En effet, forte de nos champions industriels toujours existants (l'un de nos derniers atouts) qui font office de grands ensembleurs, celle-ci s'appuiera quasi uniquement sur l'implantation de nouvelles PMI ainsi que sur leur développement dans tous nos « territoires ». Pourquoi ? Parce que c'est justement ce maillage immense des sous-traitants (correspondant à autant de métiers tels que la plasturgie, les matériaux composites, l'électronique...) qui est détruit depuis 40 ans. Or, ces PMI sont situées, à plus de 80 %, en dehors des métropoles, c'est-à-dire dans les zones semi-rurales qui hébergent, en fait, plus de deux tiers des Français ! Et les ETI (entreprises à taille intermédiaire, 250 à 5 000 salariés), véritables fleurons de toute économie performante, possèdent leurs unités de production sur ces mêmes zones à plus de 70 % ! CQFD

Une fois convaincus du bien-fondé de la réindustrialisation, les Français n'auront plus qu'à décider les politiques à la mettre en œuvre. Difficile d'imaginer que le Président Macron soit de ceux-là. Personnellement, je serais enclin à penser que seule Marine Le Pen aurait la détermination, l'indépendance d'esprit et la clairvoyance pour entamer ce grand chantier. Celui-ci reposera sur un véritable plan stratégique de relocalisation, ou de déploiement pur et simple, d'une partie de notre industrie à définir sous-filière par sous-filière en partenariat avec des branches professionnelles rénovées et modernisées pour la circonstance. Ce programme se déclinera selon les trois dimensions classiques qui permettent l'épanouissement de toute entreprise : la recherche (les « produits de demain »), la formation professionnelle (les « hommes de demain ») et les financements (en capital et trésorerie).
